Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, notamment sur les relations franco-espagnoles et sur la situation en Syrie et au Mali, à Madrid le 13 juin 2013.

2013-06-13

(...)

Mesdames et Messieurs, les relations entre l'Espagne et la France sont excellentes et les relations entre José Manuel et moi-même sont à l'unisson. C'est la raison pour laquelle j'ai beaucoup de plaisir à me trouver, aujourd'hui, à Madrid. Je me rendrai ensuite à un congrès, le 5ème Congrès pour l'abolition universelle de la peine de mort et j'aurai l'honneur d'être reçu par le président Rajoy.

Nous avons beaucoup d'occasions de nous rencontrer, avec mon homologue espagnol, de travailler ensemble, et j'apprécie toujours le talent et la conviction avec lesquels il défend les positions de son pays. J''ai d'autant plus de plaisir à écouter ses positions que le plus souvent, elles sont exactement identiques à celles de la France.

Nous avons en effet, Français et Espagnols, une coopération extrêmement diverse et nous nous retrouvons sur les principaux dossiers en cours. D'abord, évidemment, nous avons traité la question de la Syrie qui nous préoccupe beaucoup. Nous sommes à un moment critique. La chute de la ville de Qousseir est une évolution dramatique, avec des exactions qui sont insoutenables. Tout indique que la prochaine cible du régime de Bachar Al-Assad sera Alep, qui est une ville encore plus importante. Et si nous voulons aller vers une solution politique, symbolisée par la conférence de Genève II, nous devons pouvoir rétablir un équilibre sur le terrain et c'est ce à quoi nous travaillons en ce moment.

S'agissant du Mali, un projet d'accord a été conclu hier. Il a été accepté par le MNLA, c'est-à-dire les Touaregs du Nord. Il est, au moment où nous parlons, examiné par le président du Mali, le président Traoré. Nous espérons que ce projet d'accord va être accepté par les différentes parties car c'est une excellente base de réconciliation. Il respecte en toutes lettres l'intégrité et l'unité du Mali. Il prévoit des élections dans l'ensemble du pays, notamment à Kidal. Il définit des conditions dans lesquelles l'administration et l'armée malienne pourraient revenir dans cette commune et il définit aussi ce qui devrait être fait pour prendre en compte la spécificité du Nord après la tenue des élections. Maintenant, il revient aux différentes

parties de l'accepter. De même que l'Union européenne et d'autres organismes internationaux, nous souhaitons vivement que ce protocole puisse être adopté. Ce qui permettrait, si c'est le cas, en six mois, d'avoir fait un travail considérable. Puisque - vous le rappelez encore -, il y a six mois, le Mali était sur le point de tomber aux mains des terroristes et si ce texte est adopté, cela signifierait que, six mois plus tard, la sécurité aura été rétablie au Mali, les éléments économiques du développement seront présents, et la démocratie pourra reprendre ses droits puisque des élections auront lieu à la fin du mois de juillet. La décision devrait être prise dans les heures qui viennent. Voilà où nous en sommes et nous avons pu faire le point.

La Méditerranée est évidemment, pour la France et pour l'Espagne, un centre d'intérêt essentiel, avec des mutations majeures. Nous sommes déterminés, José Manuel et moi, à travailler ensemble à des projets structurants, en lien avec nos partenaires à la fois européens et méditerranéens, et à assumer pleinement notre fonction, qui est une fonction de pont, pour le bénéfice mutuel de la rive Sud de la Méditerranée et de l'Union européenne.

Bien évidemment, nous avons abordé les dossiers européens. Nous avons la même approche qui consiste à mettre en oeuvre les réformes nécessaires pour moderniser nos pays, notre continent, et en même temps donner les impulsions indispensables pour retrouver la croissance. De ce point de vue-là, les rencontres qui ont eu lieu récemment, notamment entre le président français et le président du Conseil espagnol, sont, je crois, très utiles et nous espérons que tout cela va aboutir lors du Conseil européen de juin, qui sera important de ce point de vue. Il y a toute une série de recommandations qui ont été faites, parmi lesquelles je citerai en particulier tout ce qui concerne l'emploi des jeunes, qui est une préoccupation commune.

Notre relation bilatérale se porte excellemment. Récemment, Manuel Valls, mon collègue ministre de l'intérieur, était ici et cela permet de progresser en matière de sécurité. Je rejoins ce qui a été dit par José Manuel sur les grandes infrastructures, sujet sur lequel nous avançons concrètement et qui, évidemment, sont très importantes pour notre développement économique des uns et des autres.

Donc, vous le voyez, lorsque je dis «les relations sont excellentes», ce n'est pas une formule diplomatique, c'est la réalité et c'est une des raisons parmi beaucoup d'autres pour lesquelles je suis heureux d'être aux côtés de mon collègue et ami.

Q - Au sujet de la Syrie, vous disiez que la situation était dramatique. Peut-on imaginer que la France envoie des armes à l'opposition syrienne avant le 1er août ?

R - La situation en Syrie est effectivement tragique. Chaque jour qui passe voit son cortège de morts, de blessés, de torturés et il y a, non seulement en Syrie mais aussi dans les pays voisins, des drames considérables. Quand vous voyez ce qui se passe en Jordanie, avec un

quart de la population qui est d'origine réfugiée, au Liban, en Turquie et en Irak, c'est une situation évidemment tout à fait dramatique.

S'agissant des armes, nous respectons la réglementation européenne. Il y a eu pendant longtemps un embargo sur les armes qui était inspiré de l'idée, tout à fait respectable, qu'il ne fallait pas alimenter en armes un terrain qui était déjà extrêmement conflictuel. Mais, évidemment, on est passé à une nouvelle situation dont a dû tenir compte l'Europe. Cet embargo avait comme conséquence, même si ce n'était pas du tout ce qui était souhaité, d'introduire un déséquilibre puisqu'il interdisait aux pays européens, et donc aux résistants, d'avoir des armes pour se défendre alors que, dans le même temps, cet embargo, par définition, ne s'appliquait pas aux hommes de Bachar Al-Assad et à ceux qui les soutiennent, qu'il s'agisse des Russes ou qu'il s'agisse des Iraniens.

Il y a eu donc une réflexion et, lors de notre dernier Conseil, il y a eu une évolution de la position qui permet, à compter du 1er août, aux pays qui le souhaitent, ce n'est pas une obligation bien sûr, d'opérer ces livraisons. Nous ne sommes pas au 1er août et donc, évidemment, comme les autres pays, nous respectons la réglementation. Mais si les choses restent telles qu'elles sont, juridiquement, à partir du 1er août, il pourra y avoir livraison. Voilà où nous en sommes et bien évidemment, la France respecte le droit européen.

(...)

Q - Je voulais savoir quelle est l'opinion des deux ministres, à la suite de l'information relative à l'espionnage des États-Unis. Quelle position va prendre l'Union européenne ? Je sais que la commission va demander des explications aux États-Unis. Je voudrais savoir s'il va se passer quelque chose de plus.

Une seconde question au sujet de la Grèce, à propos de cette dernière décision du gouvernement grec de fermer la télévision publique. Nous voudrions savoir également l'opinion, étant donné qu'il y a eu des commentaires dans la presse internationale dernièrement disant que la Grèce avait été traitée de manière..., qu'il y avait eu des erreurs dans l'appréciation de la solution à apporter à la crise grecque.

(...)

R - (...) Sur les pratiques américaines, dans la mesure où elles peuvent toucher ou concerner l'Europe, il est évident que des demandes d'explications seront faites. Nous sommes très attachés au respect des droits de la personne, et en particulier au fait que les expressions de chacun ne doivent pas pouvoir être espionnées. Et donc nul doute qu'il y aura, de la part de la Commission et des parlementaires européens, des questions qui seront posées aux autorités américaines.

Sur le deuxième aspect, là aussi, je reviens sur le point de vue qui a été exprimé. Il faut imaginer, dans nos pays, ce que signifierait l'arrêt des télévisions. C'est-à-dire que vous avez chez vous une chaîne que vous êtes habitués à regarder et, tout d'un coup, écran noir. À ma connaissance, ceci n'avait jamais été évoqué. Pour employer un euphémisme, je ne suis pas sûr que ce soit la meilleure façon de faire aimer les disciplines européennes.Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 17 juin 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/188210-declaration-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-nota